

Art. 10. Onverminderd de toepassing van de voorziene administratieve sancties wordt het recht op vrijstelling van de belasting opgeschort wanneer het resultaat van de controle niet voldoet aan de emissienormen en binnen zes maanden niet teniet gedaan wordt door een nieuwe controle waaruit blijkt dat de monsterneming conform is.

In dat geval is de verdeler de belasting verschuldigd voor de gezamenlijke kubieke meters bedoeld in de factureringsperiode. Als de nieuwe monsterneming aan de normen voldoet, wordt vrijstelling van de belasting toegekend vanaf de volgende factureringsperiode die volgt op het tijdstip waarop het bestuur de verdeler informeert dat het resultaat aan de normen voldoet.

HOOFDSTUK IV. — *Overgangs-, opheffings- en slotbepalingen*

Art. 11. De personen die reeds het voorwerp zijn geweest van een gunstige beslissing tot terugbetaling krachtens het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 25 oktober 1990 tot bepaling van de voorwaarden inzake terugbetaling van de belasting op het lozen van ander afvalwater dan industrieel afvalwater, komen in aanmerking voor de vrijstelling en zijn niet gehouden het in artikel 8 van dit besluit bedoelde formulier bij de administratie in te dienen.

Art. 12. Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 25 oktober 1990 tot bepaling van de voorwaarden inzake terugbetaling van de belasting op het lozen van ander afvalwater dan industrieel afvalwater wordt opgeheven.

Art. 13. In bijlage II bij het besluit van de Waalse Regering van 7 november 2002 tot bepaling van de integrale exploitatievoorwaarden voor individuele zuiveringseenheden en -installaties :

a) worden de woorden "hebben betrekking op gemiddelden van 24 uren" vervangen door de woorden "hebben betrekking op punctuele monsternemingen";

b) wordt in punt a) de waarde "0,45 m" vervangen door "0,45 µm";

c) worden in punt b) de verwijzing "(4)" en de overeenstemmende voetnota geschrapt;

d) worden in punt b) de kolom van de tabel met het opschrift "Minimaal verminderingspercentage" en de voetnota die overeenstemt met de verwijzing 1) geschrapt.

Art. 14. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2004.

Art. 15. De Minister tot wiens bevoegdheden het Waterbeleid behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit. Namen, 9 oktober 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 4195

[2003/201652]

**9 OCTOBRE 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon
modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2001
instaurant une prime à l'installation d'un système d'épuration individuelle**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, notamment l'article 39, § 1^{er};
Vu le décret du 30 avril 1990 instituant une taxe sur le déversement des eaux usées industrielles et domestiques, notamment l'article 16;

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment l'article 3;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2001 instaurant une prime à l'installation d'un système d'épuration individuelle;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 novembre 2002 fixant les conditions intégrales d'exploitation relatives aux unités d'épuration individuelle et aux installations d'épuration individuelle;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 mai 2003 relatif au Règlement général d'assainissement des eaux urbaines résiduaires;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juillet 2003 désignant les zones de baignade et portant diverses mesures pour la protection des eaux de baignade;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 2003, organisant le contrôle des systèmes d'épuration individuelle et fixant les conditions d'exemption de la taxe sur le déversement des eaux usées autres qu'industrielles;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 4 juillet 2003;

Vu l'avis de la Commission consultative de la protection des eaux de surface contre la pollution, donné le 16 juin 2003;

Vu l'avis de la S.A. Aquawal, donné le 27 juin 2003;

Vu l'avis du commissaire à la simplification administrative, donné le 3 juin 2003;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 20 mai 2003;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 mai 2003;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 25 août 2003;

Considérant qu'il y a lieu d'adapter la procédure d'octroi d'une prime à l'installation d'un système d'épuration individuelle, eu égard notamment à l'adoption par le Gouvernement wallon du Règlement général d'assainissement des eaux urbaines résiduaires;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2001 instaurant une prime à l'installation d'un système d'épuration individuelle est remplacé par la disposition suivante :

"Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° "Administration" : la Division de l'Eau de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne;

2° "arrêtés pris en exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement" : arrêtés relatifs aux conditions intégrales et sectorielles applicables aux systèmes d'épuration individuelle;

3° "équivalent-habitant" ou en abrégé "EH" : unité de charge polluante représentant la charge organique biodégradable caractérisée par une demande biochimique d'oxygène en cinq jours (DBO₅) de 60 grammes par jour;

4° "eaux usées domestiques" : les eaux usées telles que définies à l'article 2, 8°, a, du décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, à l'exception des eaux de pluie;

5° "habitation" : installation fixe au sens de l'article 84, § 1^{er}, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine et rejetant des eaux urbaines résiduaires;

6° "Ministre" : le Ministre du Gouvernement wallon qui a la politique de l'eau dans ses attributions;

7° "système d'épuration individuelle" : unité, installation ou station d'épuration individuelle comprenant l'équipement permettant l'épuration des eaux usées domestiques rejetées par une habitation ou un groupe d'habitations et l'évacuation des eaux épurées dans les conditions définies par les arrêtés pris en exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

8° "permis" et "déclaration" : le permis d'environnement et la déclaration visés au décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

9° "plan communal général d'égouttage" : le plan communal général d'égouttage approuvé par le Ministre en application de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 19 septembre 1991 fixant les règles de présentation et d'élaboration des plans communaux généraux d'égouttage;

10° "plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique" : le plan arrêté par le Gouvernement wallon en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 mai 2003 relatif au Règlement général d'assainissement des eaux urbaines résiduaires;

11° "comité" : le comité d'experts chargé de l'examen des dossiers d'agrément des systèmes d'épuration individuelle."

Art. 2. Les articles 2 à 6 qui constituent le chapitre II du même arrêté sont remplacés par les dispositions suivantes :

"Art. 2. Dans la limite des crédits inscrits à cette fin au budget de la Région wallonne et aux conditions fixées dans le présent arrêté, le Ministre accorde une prime à toute personne physique ou morale, de droit public ou de droit privé, qui équipe à ses frais d'un système d'épuration individuelle répondant aux conditions définies dans les arrêtés pris en exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, une habitation ou un groupe d'habitations érigées avant la date d'approbation ou de modification du plan communal général d'égouttage ou du plan d'assainissement de sous-bassin hydrographique qui les a classées :

a) en zone d'épuration individuelle au plan communal général d'égouttage ou en régime d'assainissement autonome au plan d'assainissement de sous-bassin hydrographique;

b) en zone d'épuration collective au plan communal général d'égouttage ou en régime d'assainissement collectif au plan d'assainissement de sous-bassin hydrographique, lorsqu'elles bénéficient d'une dérogation à l'obligation de raccordement à un égout couvert par un permis d'environnement.

La prime ne couvre pas la part éventuelle de la charge polluante résultant de l'exercice d'une activité commerciale ou industrielle ou d'une profession libérale.

Le Ministre ne peut accorder qu'une seule prime par système d'épuration individuelle installé.

Art. 3. § 1^{er}. Le montant de la prime s'élève, pour les systèmes d'épuration individuelle dimensionnés pour traiter une charge polluante égale ou supérieure à cinq équivalents-habitants et pour la première tranche de cinq EH, à :

1° € 500 pour les systèmes non agréés de capacité inférieure à 100 EH;

2° € 1.500 pour les systèmes non agréés de capacité égale ou supérieure à 100 EH;

3° € 2.500 pour les systèmes agréés en vertu des dispositions du chapitre III du présent arrêté;

4° € 3.500 pour les systèmes agréés en vertu des dispositions du chapitre III du présent arrêté, lorsque l'évacuation des eaux épurées s'effectue par un des modes d'infiltration dans le sol, à l'exclusion du puits perdant, autorisés par les arrêtés pris en exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

La prime visée au § 1^{er}, 1°, est majorée d'un montant de € 75 par équivalent-habitant supplémentaire.

La prime visée au § 1^{er}, 2°, est majorée d'un montant de € 225 par équivalent-habitant supplémentaire.

La prime visée au § 1^{er}, 3° et 4°, est majorée d'un montant de € 375 par équivalent-habitant supplémentaire.

La prime visée au § 1^{er}, 3° et 4°, est majorée d'un montant de € 500 par équivalent-habitant supplémentaire dans le cadre de la mise en œuvre d'un système d'assainissement autonome communal pour lequel des travaux spécifiques de réhabilitation ou de construction d'un réseau de collecte, dans les conditions figurant à l'article 7, § 5, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 mai 2003 relatif au règlement général d'assainissement des eaux urbaines résiduaires, sont indispensables.

§ 2. La charge polluante prise en compte pour le calcul de la prime est déterminée conformément aux dispositions de l'annexe I du présent arrêté.

Pour les habitations qui ne génèrent que des eaux usées domestiques, on considère que la charge polluante s'exprime par un nombre d'équivalents-habitants égal au nombre d'occupants avec un minimum de cinq équivalents-habitants si le système d'épuration dessert une seule habitation et un minimum de quatre équivalents-habitants par habitation en cas d'assainissement groupé sans toutefois pouvoir dépasser la capacité maximum du système installé.

Si des conditions particulières rendent non pertinente ou impossible l'estimation de la capacité du système d'épuration individuelle à installer sur base des dispositions de l'annexe I, la capacité de l'unité d'épuration est proposée par l'Administration sur base des éléments d'appréciation dont elle dispose.

§ 3. Les primes visées aux § 1^{er} et au § 2, sont plafonnées à concurrence de :

1° 70 % du montant total des factures relatives aux travaux d'épuration individuelle lesquels comprennent l'étude, l'achat, le transport, la pose et le raccordement du système d'épuration individuelle et du réseau de collecte des eaux usées domestiques et le dispositif d'évacuation des eaux épurées, la remise des lieux en pristin état n'étant pas comprise;

2° 80 % du montant total des factures relatives aux travaux d'épuration individuelle lesquels comprennent l'étude, l'achat, le transport, la pose et le raccordement du système d'épuration individuelle et du réseau de collecte des eaux usées domestiques et le dispositif d'évacuation des eaux épurées, la remise des lieux en pristin état n'étant pas comprise, lorsque la demande de prime est introduite par la commune qui se substitue aux personnes tenues d'équiper leur(s) habitation(s) d'un système d'épuration individuelle en réalisant elle-même l'assainissement autonome communal visé à l'article 7, § 3 à 5, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 mai 2003 relatif au Règlement général d'assainissement des eaux urbaines résiduaires.

§ 4. Pour être prises en compte, les factures visées au § 3, doivent porter mention des quantités fournies et prix unitaires pratiqués et être rédigées de façon suffisamment détaillée pour permettre à l'Administration de vérifier si les prestations facturées correspondent aux postes susceptibles d'être pris en compte et si le système d'épuration facturé correspond au modèle pour lequel la prime est sollicitée.

L'Administration est habilitée à refuser la prise en compte de factures insuffisamment détaillées ou de postes facturés se rapportant à des travaux non visés au § 2 du présent article ou non indispensables au bon fonctionnement du système d'épuration individuelle.

Art. 4. § 1^{er}. Conformément aux dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juillet 2003 désignant les zones de baignade et portant diverses mesures pour la protection des eaux de baignade, le montant de la prime s'élève à 100 % du montant total de l'investissement du système de désinfection agréé, taxe sur la valeur ajoutée comprise, qui équipe les installations et les stations d'épuration individuelle recevant pour traitement des eaux usées domestiques déversées dans une zone de baignade ou dans une zone amont.

Cette disposition n'est valable que sur présentation des factures jusqu'au 31 décembre 2004 à l'administration. Passé ce délai, le pourcentage de la prime est réduit à 50 %.

§ 2. Lorsque l'habitation rejette ses eaux usées domestiques dans une zone de baignade ou dans une zone amont, le plafond de la prime est porté à 80 % pour le placement d'un système d'épuration individuelle agréé et ce, jusqu'au 31 décembre 2005.

§ 3. Lorsqu'un terrain de camping-caravaning détenteur d'un permis de camping-caravaning dûment délivré, rejette ses eaux usées dans une zone de baignade ou une zone d'amont, le montant de la prime s'élève à :

1° 50 % du montant total de l'investissement, hors taxe sur la valeur ajoutée, du système de désinfection agréé qui équipe les installations et les stations d'épuration individuelle pour le traitement d'eaux usées domestiques et ce, sur présentation des factures jusqu'au 31 décembre 2004. Passé ce délai, le pourcentage est réduit à 25 %;

2° 25 % du montant total de l'investissement, hors taxe sur la valeur ajoutée, des installations et des stations d'épuration individuelle agréées conformément au présent arrêté, pour le traitement d'eaux usées domestiques et ce, sur présentation des factures jusqu'au 31 décembre 2004.

Art. 5. La demande de prime est établie sur un formulaire unique dont le contenu et la forme sont fixés par le Ministre.

Le formulaire unique regroupe l'ensemble des éléments qui permettent à l'exploitant d'un système d'épuration individuelle de solliciter en une seule démarche le bénéfice de l'exemption ainsi que l'obtention de la prime à l'installation d'un système d'épuration individuelle. Le formulaire unique accompagné d'un guide pratique est mis à disposition des services communaux.

Le formulaire unique comporte notamment :

1° l'identification de l'exploitant du système d'épuration individuelle avec la référence d'inscription au registre des déclarations et permis d'environnement de la commune;

2° l'identification du bénéficiaire de la mesure d'exemption sollicitée ou des différents bénéficiaires en cas d'assainissement groupé;

3° l'identification du bénéficiaire de la prime à l'installation d'un système d'épuration individuelle ou des différents bénéficiaires en cas d'assainissement groupé;

4° les éléments permettant de définir le montant de la prime lorsque les conditions d'octroi sont rencontrées.

A ce formulaire sont joints :

a) un exemplaire de l'attestation de contrôle établie par le contrôleur habilité à cette fin en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 2003, organisant le contrôle des systèmes d'épuration individuelle et fixant les conditions d'exemption de la taxe sur le déversement des eaux usées autres qu'industrielles des dispositions du présent arrêté;

b) si le système installé n'est pas agréé, un exemplaire de l'attestation de conformité établie par le fournisseur ou l'installateur du système d'épuration individuelle sur le modèle défini dans les arrêtés pris en exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et le dossier - ou les références du dossier - présenté par le fabricant du système comportant une description technique complète ainsi que des références concrètes en termes de performances, vérifiables in situ sur le territoire de la Région wallonne;

c) si les eaux usées domestiques sont produites au départ d'eaux prélevées à la distribution publique d'eau alimentaire : une copie du dernier avis de paiement du distributeur d'eau destiné à identifier le(s) raccordement(s) concerné(s);

d) une copie certifiée conforme des factures relatives aux travaux d'installation du système d'épuration individuelle.

Art. 6. § 1^{er}. L'Administration se prononce sur la demande de prime dans les soixante jours de sa réception; toute demande de renseignements ou de documents complémentaires adressée par l'Administration au demandeur interrompt ce délai.

§ 2. La prime est liquidée dans les soixante jours de la décision favorable de l'Administration."

Art. 3. L'article 7 du même arrêté est modifié comme suit : "les systèmes d'épuration individuelle en ce compris les systèmes de désinfection, sont agréés s'ils satisfont aux critères figurant à l'annexe II."

Art. 4. A l'article 16 du même arrêté, les mots "avant l'entrée en vigueur du présent arrêté" sont remplacés par les mots "avant le 1^{er} janvier 2002."

Art. 5. Dans l'annexe I^{re} du même arrêté, les mots "eaux ménagères usées" sont remplacés par les mots "eaux usées domestiques."

Art. 6. Dans l'annexe III du même arrêté, il est ajouté un point j rédigé comme suit :

"j) Pour les dispositifs de désinfection des eaux après épuration :

- les caractéristiques constructives des dispositifs;
- les consommations en énergie et en réactif;
- les dispositifs de nettoyage automatiques ou non permettant de maintenir l'appareil en bon état de marche;
- les garanties en terme de réduction du taux de micro organismes contenus dans l'eau usée".

Art. 7. Les articles suivants sont insérés entre les articles 16 et 17 du même arrêté :

"Art. 16bis. L'instruction des demandes de prime introduites entre le 1^{er} janvier 2002 et le 1^{er} janvier 2004 est poursuivie selon la procédure en vigueur durant cette période.

Art. 16ter. Si le système d'épuration individuelle n'était pas agréé à la date d'une demande de prime introduite entre le 1^{er} janvier 2002 et le 31 décembre 2003, un supplément de prime permettant d'atteindre les montants correspondant aux systèmes agréés en vigueur au moment de l'introduction de la demande de prime est octroyé pour autant que l'agrément du système installé soit accordé dans un délai d'un an au plus après la date d'introduction de la demande ou que l'adaptation éventuelle du système installé en vue de rendre celui-ci conforme au système agréé intervienne dans un délai de deux ans au plus après cette date.

Art. 16^{quater}. Les personnes qui, au 1^{er} janvier 2004, sont titulaires depuis plus de six mois d'un permis d'environnement ou d'une déclaration portant sur un système d'épuration individuelle et n'ont pas encore introduit une demande de prime, disposent d'un délai de six mois à partir de cette date pour introduire la dite demande."

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2004.

Art. 9. Le Ministre qui a la Politique de l'eau dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 9 octobre 2003.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2003 — 4195

[2003/201652]

9. OKTOBER 2003 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2001 zur Einführung einer Prämie für die Einrichtung eines individuellen Klärsystems

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen die Verschmutzung, insbesondere der Artikel 39, § 1;

Aufgrund des Dekrets vom 30. April 1990 zur Einführung einer Abgabe für die Einleitung industrieller und häuslicher Abwässer, insbesondere des Artikels 16;

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 zur Einführung einer Umweltgenehmigung, insbesondere des Artikels 3;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2001 zur Einführung einer Prämie für die Einrichtung eines individuellen Klärsystems;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. November 2002 zur Festlegung der gesamten Betriebsbedingungen bezüglich der individuellen Kläreinheiten und der individuellen Kläranlagen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Mai 2003 über die allgemeine Regelung zur Sanierung des städtischen Abwassers;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. Juli 2003 zur Bestimmung der Badegebiete und zur Verabschiedung von verschiedenen Maßnahmen zum Schutz der Badegewässer;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. Oktober 2003 zur Organisierung der Kontrolle der individuellen Klärsysteme und zur Festlegung der Bedingungen für die Befreiung von der Abgabe für die Einleitung von nichtindustriellem Abwasser;

Aufgrund des am 4. Juli 2003 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der Wallonischen Region);

Aufgrund des am 16. Juni 2003 abgegebenen Gutachtens der beratenden Kommission für den Schutz des Wassers gegen Verschmutzung;

Aufgrund des am 27. Juni 2003 abgegebenen Gutachtens der "S.A. Aquawal";

Aufgrund des am 3. Juni 2003 abgegebenen Gutachtens des Kommissars für die administrative Vereinfachung;

Aufgrund des am 20. Mai 2003 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 22. Mai 2003 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 25. August 2003 abgegebenen Gutachtens des Staatsrats;

In der Erwägung, dass es angebracht ist, das Verfahren für die Gewährung einer Prämie für die Einrichtung eines individuellen Klärsystems anzupassen, insbesondere in Anbetracht der Verabschiedung durch die Wallonische Regierung der allgemeinen Regelung zur Sanierung des städtischen Abwassers;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2001 zur Einführung einer Prämie für die Einrichtung eines individuellen Klärsystems wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° "Verwaltung": die Abteilung Wasser der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region;

2° "Erlasse zur Durchführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung": die Erlasse über die auf die individuellen Klärsysteme anwendbaren gesamten und sektorbezogenen Bedingungen;

3° "Einwohnergleichwert" oder abgekürzt "EGW": die Schadstoffbelastungseinheit, die einer organischen, biologisch abbaubaren Belastung mit einem biochemischen Sauerstoffbedarf in fünf Tagen (BSB5) von 60 Gramm pro Tag entspricht;

4° "Haushaltsabwasser": das Haushaltsabwasser im Sinne des Artikels 2, 8°, a) des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen die Verschmutzung, mit Ausnahme des Regenwassers;

5° "Wohnung": eine ortsfeste Einrichtung im Sinne des Artikels 84, § 1 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, die städtisches Abwasser ableitet;

6° "Minister": der Minister der Wallonischen Regierung, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wasserpolitik gehört;

7° "individuelles Klärsystem": die individuelle Kläreinheit, -anlage oder -station, die eine Ausrüstung enthält, durch die das von einer Wohnung oder einer Wohnungsgruppe abgeleitete Haushaltsabwasser geklärt und das geklärte Abwasser unter den durch die Erlasse zur Durchführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung festgelegten Bedingungen abgeleitet wird;

8° "Genehmigung" und "Erklärung": die Umweltgenehmigung und die Erklärung, die im Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnt werden;

9° "Allgemeiner Gemeindekanalisationsplan": der von dem Minister in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 19. September 1991 zur Bestimmung der Regeln für die Vorlage und die Ausarbeitung der allgemeinen kommunalen Entwässerungspläne genehmigte allgemeine Gemeindekanalisationsplan;

10° "Sanierungsplan pro Zwischeneinzugsgebiet": der von der Wallonischen Regierung in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Mai 2003 über die allgemeine Regelung zur Sanierung des städtischen Abwassers verabschiedete Plan;

11° "Ausschuss": der mit der Prüfung der Akten zur Zulassung der individuellen Klärsysteme beauftragte Sachverständigenausschuss."

Art. 2 - Die Artikel 2 bis 6, die das Kapitel II desselben Erlasses bilden, werden durch folgende Bestimmungen ersetzt:

"Art. 2 - Im Rahmen der zu diesem Zweck im Haushalt der Wallonischen Region eingetragenen Mittel und unter den durch den vorliegenden Erlass festgelegten Bedingungen gewährt der Minister eine Prämie zugunsten einer jeden natürlichen oder juristischen, privat- oder öffentlich-rechtlichen Person, die auf eigene Kosten ein den in den Erlassen zur Durchführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung festgelegten Bedingungen entsprechendes individuelles Klärsystem in einer Wohnung oder Wohnungsgruppe installiert, die vor dem Genehmigungs- oder Abänderungsdatum des allgemeinen Gemeindekanalisationsplans oder des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet errichtet wurde, in dem sie in folgende Gebiete eingeordnet wird:

a) in ein Gebiet mit individueller Klärung im allgemeinen Gemeindekanalisationsplan oder im System der autonomen Abwasserreinigung im Sanierungsplan pro Zwischeneinzugsgebiet;

b) in ein Gebiet mit kollektiver Klärung im allgemeinen Gemeindekanalisationsplan oder im System der kollektiven Abwasserreinigung im Sanierungsplan pro Zwischeneinzugsgebiet, wenn die Personen die von einer Umweltgenehmigung gedeckte Abweichung von der Pflicht zum Anschluss an eine Kanalisation in Anspruch nehmen können.

Der eventuelle Anteil der Schadstoffbelastung, der von der Ausübung einer gewerblichen, industriellen oder freiberuflichen Tätigkeit herrührt, wird nicht von der Prämie gedeckt.

Der Minister kann lediglich eine Prämie pro angelegtes individuelles Klärsystem gewähren.

Art. 3 - § 1 - Für die individuellen Klärsysteme, deren Kapazität zur Behandlung der Schadstoffbelastung mindestens fünf Einwohnergleichwerten entspricht, und für den ersten Teil von fünf EGW, beläuft sich der Prämienbetrag auf:

1° € 500 für die nicht zugelassenen Systeme mit einer Kapazität von weniger als 100 EGW;

2° € 1.500 für die nicht zugelassenen Systeme mit einer Kapazität von mindestens 100 EGW;

3° € 3.125 für die gemäß den Bestimmungen des Kapitels III des vorliegenden Erlasses zugelassenen Systeme;

4° 3.125 € für die gemäß den Bestimmungen des Kapitels III des vorliegenden Erlasses zugelassenen Systeme, wenn die Ableitung des geklärten Abwassers durch eine der durch die Erlasse zur Durchführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung zugelassenen Bodenversickerungsmethoden, mit Ausnahme der Sickergrube, erfolgt.

Die in § 1, 1° erwähnte Prämie wird um einen Betrag von € 75 je zusätzlichen Einwohnergleichwert erhöht;

Die in § 1, 2° erwähnte Prämie wird um einen Betrag von € 225 je zusätzlichen Einwohnergleichwert erhöht;

Die in § 1, 3° und 4° erwähnte Prämie wird um einen Betrag von € 375 je zusätzlichen Einwohnergleichwert erhöht.

Die in § 1, 3° und 4° erwähnte Prämie wird im Rahmen der Einsetzung eines Systems der kommunalen autonomen Abwasserreinigung, für das spezifische Arbeiten zur Sanierung oder zum Bau eines Sammelnetzes unter den in Artikel 7, § 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Mai 2003 über die allgemeine Regelung zur Sanierung des städtischen Abwassers erwähnten Bedingungen unerlässlich sind, um einen Betrag von € 500 je zusätzlichen Einwohnergleichwert erhöht.

§ 2 - Die zur Berechnung der Prämie in Betracht gezogene Schadstoffbelastung wird gemäß den Bestimmungen der Anlage I des vorliegenden Erlasses bestimmt.

Für die lediglich Haushaltsabwasser erzeugenden Wohnungen wird davon ausgegangen, dass die Schadstoffbelastung durch die der Anzahl Bewohner entsprechende Anzahl Einwohnergleichwerte ausgedrückt wird, wobei mindestens fünf Einwohnergleichwerte berücksichtigt werden, wenn das Klärsystem eine einzige Wohnung versorgt, und mindestens vier Einwohnergleichwerte pro Wohnung im Falle einer gruppierten Abwasserreinigung, ohne dass jedoch die maximale Kapazität des eingerichteten Systems überschritten werden kann.

Wenn sich die Bewertung der Kapazität des auf der Grundlage der Bestimmungen der Anlage I zu installierenden individuellen Klärsystems durch besondere Umstände als irrelevant herausstellt oder nicht vorgenommen werden kann, wird die Kapazität der Kläreinheit von der Verwaltung auf der Grundlage der Einschätzungselemente vorgeschlagen, über die sie verfügt.

§ 3 - Die in den Paragraphen 1 und 2 erwähnten Prämien werden auf folgende Höchstbeträge begrenzt:

1° 70% des Gesamtbetrags der Rechnungen für die individuellen Klärungsarbeiten, welche die Studie, den Kauf, den Transport, die Installierung und den Anschluss des individuellen Klärsystems und des Netzes für die Sammlung des Haushaltsabwassers, sowie die Vorrichtung für die Ableitung des geklärten Abwassers umfassen, wobei die Wiederinstandsetzung des Ortes in den ursprünglichen Zustand nicht mit inbegriffen ist;

2° 80% des Gesamtbetrags der Rechnungen für die individuellen Klärungsarbeiten, welche die Studie, den Kauf, den Transport, die Installierung und den Anschluss des individuellen Klärsystems und des Netzes für die Sammlung des Haushaltsabwassers, sowie die Vorrichtung für die Ableitung des geklärten Abwassers umfassen, wobei die Wiederinstandsetzung des Ortes in den ursprünglichen Zustand nicht mit inbegriffen ist, wenn der Prämienantrag von der Gemeinde eingereicht wird, die an Stelle der Personen handelt, die zur Ausrüstung ihrer Wohnung(en) mit einem individuellen Klärsystem verpflichtet sind, indem sie selbst die in Artikel 7, § 3 bis 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Mai 2003 über die allgemeine Regelung zur Sanierung des städtischen Abwassers erwähnte kommunale autonome Sanierung vornimmt.

§ 4 - Damit die in § 3 erwähnten Rechnungen berücksichtigt werden können, müssen sie die gelieferten Mengen und angewandten Einheitspreise, sowie genügend Einzelheiten enthalten, damit die Verwaltung überprüfen kann, ob die berechneten Leistungen den Posten entsprechen, die berücksichtigt werden können, und ob das berechnete Klärsystem dem Modell entspricht, für das eine Prämie beantragt wurde.

Die Verwaltung ist befugt Rechnungen, die nicht genügend Einzelheiten enthalten, und berechnete Posten, die sich auf Arbeiten beziehen, die nicht in § 2 des vorliegenden Artikels erwähnt werden oder die für die Betriebsfähigkeit des individuellen Klärsystems nicht unerlässlich sind, unberücksichtigt zu lassen.

Art. 4 - § 1 - Gemäß den Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. Juli 2003 zur Bestimmung der Badegebiete und zur Verabschiedung von verschiedenen Maßnahmen zum Schutz der Badegewässer beläuft sich der Prämienbetrag auf 100% des Gesamtbetrags, einschließlich der Mehrwertsteuer, der Investition für das zugelassene Desinfektionssystem, mit dem die individuellen Kläranlagen und -stationen, die das in ein Badegebiet oder eine stromaufwärts gelegene Zone abgeleitete Haushaltsabwasser zur Behandlung aufnehmen, ausgerüstet sind.

Diese Bestimmung ist lediglich gegen Vorlage der Rechnungen bis zum 31. Dezember 2004 bei der Verwaltung gültig. Nach Ablauf dieser Frist wird der Prozentsatz der Prämie auf 50% herabgesetzt.

§ 2 - Wenn eine Wohnung ihr Haushaltsabwasser in ein Badegebiet oder eine stromaufwärts gelegene Zone ableitet, wird die Höchstbetragsgrenze der Prämie auf 80% für die Einrichtung eines zugelassenen individuellen Klärsystems gesetzt, und zwar bis zum 31. Dezember 2005.

§ 3 - Wenn ein Camping-Caravaning-Gelände im Besitz einer ordnungsgemäß ausgestellten Camping-Caravaning-Genehmigung sein Abwasser in ein Badegebiet oder eine stromaufwärts gelegene Zone ableitet, beläuft sich die Prämie auf:

1° 50% des Gesamtbetrags, ausschließlich der Mehrwertsteuer, der Investition für das zugelassene Desinfektionssystem, mit dem die individuellen Kläranlagen und -stationen für die Behandlung von Haushaltsabwasser ausgerüstet sind, und zwar gegen Vorlage der Rechnungen bis zum 31. Dezember 2004. Nach Ablauf dieser Frist wird der Prozentsatz auf 25% herabgesetzt;

2° 25% des Gesamtbetrags, ausschließlich der Mehrwertsteuer, der Investition für die gemäß dem vorliegenden Erlass zugelassenen individuellen Kläranlagen und -stationen für die Behandlung von Haushaltsabwasser, und zwar gegen Vorlage der Rechnungen bis zum 31. Dezember 2004.

Art. 5 - Die Prämie wird mittels eines Einheitsformulars beantragt, dessen Inhalt und Form von dem Minister festgelegt werden.

Das Einheitsformular umfasst die gesamten Elemente, durch die der Betreiber eines individuellen Klärsystems in einem Gang den Anspruch auf Befreiung, sowie den Erhalt der Prämie zur Einrichtung eines individuellen Klärsystems beantragen kann. Das Einheitsformular, dem ein praktisches Handbuch beigelegt wird, wird den Gemeindedienststellen zur Verfügung gestellt.

Das Einheitsformular enthält insbesondere:

1° die Identifizierung des Betreibers des individuellen Klärsystems mit der Referenz der Eintragung in das Erklärungs- und Umweltgenehmigungsregister der Gemeinde;

2° die Identifizierung des Anspruchsberechtigten der beantragten Befreiungsmaßnahme oder der verschiedenen Anspruchsberechtigten im Falle einer gruppierten Abwasserreinigung;

3° die Identifizierung des Anspruchsberechtigten der Prämie für die Einrichtung eines individuellen Klärsystems oder der verschiedenen Anspruchsberechtigten im Falle einer gruppierten Abwasserreinigung;

4° die Angaben, durch die der Prämienbetrag festgelegt werden kann, wenn die Gewährungsbedingungen erfüllt werden.

Diesem Formular werden folgende Unterlagen beigelegt:

a) ein Exemplar der Kontrollbescheinigung, die in Anwendung der Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. Oktober 2003 zur Organisation der Kontrolle der individuellen Klärsysteme und zur Festlegung der Bedingungen für die Befreiung von der Abgabe für die Einleitung von nichtindustriellem Abwasser von dem zu diesem Zweck befugten Kontrolleur ausgestellt wird;

b) wenn das eingerichtete System nicht zugelassen ist, ein Exemplar der Konformitätsbescheinigung, die nach dem in den Erlassen zur Durchführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung festgelegten Muster von dem Lieferanten oder Installateur des individuellen Klärsystems ausgestellt wird, die von dem Hersteller des Systems vorgelegte Akte - oder Aktenreferenz -, die eine vollständige technische Beschreibung enthält, sowie konkrete Referenzen hinsichtlich der Leistungsfähigkeit, die auf dem Gebiet der Wallonischen Region in situ nachprüfbar sind;

c) wenn das erzeugte Haushaltsabwasser von Wasser ausgeht, das aus der öffentlichen Trinkwasserversorgung entnommen wird: eine Abschrift des letzten, zur Identifizierung des(r) betroffenen Anschlusses(è) bestimmten Zahlungsbescheids des Wasserversorgungsunternehmens;

d) eine gleichlautende Abschrift der Rechnungen bezüglich der Installationsarbeiten des individuellen Klärsystems.

Art. 6 - § 1 - Innerhalb von sechzig Tagen ab dem Erhalt des Prämienantrags fasst die Verwaltung einen Beschluss. Jede Anfrage auf zusätzliche Auskünfte oder Unterlagen seitens der Verwaltung unterbricht diese Frist.

§ 2 - Die Prämie wird innerhalb von sechzig Tagen nach dem günstigen Beschluss der Verwaltung ausgezahlt."

Art. 3 - Artikel 7 desselben Erlasses wird folgendermaßen abgeändert: "Die individuellen Klärsysteme, einschließlich der Desinfektionssysteme, werden zugelassen, wenn sie den in der Anlage II angeführten Kriterien genügen."

Art. 4 - In Artikel 16 desselben Erlasses werden die Wörter "vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses" durch die Wörter "vor dem 1. Januar 2002" ersetzt.

Art. 5 - In der Anlage I desselben Erlasses werden die Wörter "häusliches Abwasser" durch die Wörter "Haushaltsabwasser" ersetzt.

Art. 6 - In der Anlage III desselben Erlasses wird ein Punkt j mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

"j) Für die Vorrichtungen zur Desinfektion des Wassers nach der Klärung:

- Baumerkmale der Vorrichtungen;
- Energie- und Reagensverbrauch;
- automatische oder nicht automatische Reinigungsvorrichtungen, durch die das Gerät in gutem Betriebszustand gehalten wird;
- Garantien in Sachen Verringerung des Gehalts an Mikroorganismen im Abwasser."

Art. 7 - Folgende Artikel werden zwischen die Artikel 16 und 17 desselben Erlasses eingefügt:

"Art. 16bis - Die Untersuchung der zwischen dem 1. Januar 2002 und dem 1. Januar 2004 eingereichten Prämienanträge wird gemäß dem während dieser Periode geltenden Verfahren durchgeführt.

Art. 16ter - Wenn das individuelle Klärsystem am Datum eines zwischen dem 1. Januar 2002 und dem 1. Januar 2004 eingereichten Prämienantrags nicht zugelassen war, wird eine Prämienzulage gewährt, damit die den zum Zeitpunkt der Einreichung des Prämienantrags zugelassenen Systemen entsprechenden Beträge erreicht werden können, und zwar insofern die Zulassung des installierten Systems innerhalb einer Frist von höchstens einem Jahr nach dem Datum der Einreichung gewährt wird oder die eventuelle Anpassung des installierten Systems im Hinblick auf dessen Übereinstimmung mit dem zugelassenen System innerhalb einer Frist von höchstens zwei Jahren nach diesem Datum erfolgt.

Art. 16^{quater} - Die Personen, die am 1. Januar 2004 seit mehr als sechs Monaten Inhaber einer Umweltgenehmigung oder einer Erklärung bezüglich eines individuellen Klärsystems sind und noch keinen Prämienantrag eingereicht haben, verfügen über eine Frist von sechs Monaten ab diesem Datum, om besagten Antrag einzureichen."

Art. 8 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Januar 2004 in Kraft.

Art. 9 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wasserpolitik gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 9. Oktober 2003

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2003 — 4195

[2003/201652]

**9 OKTOBER 2003. — Besluit van de Waalse Regering
tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 19 juli 2001
tot invoering van een premie voor de installatie van een individueel zuiveringssysteem**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 7 oktober 1985 inzake de bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging, inzonderheid op artikel 39, § 1;

Gelet op het decreet van 30 april 1990 tot instelling van een belasting op het lozen van industrieel en huishoudelijk afvalwater, inzonderheid op artikel 16;

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op artikel 3;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 19 juli 2001 tot invoering van een premie voor de installatie van een individueel zuiveringssysteem;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 7 november 2002 tot bepaling van de integrale exploitatievoorwaarden voor individuele zuiveringseenheden en -installaties;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 22 mei 2003 betreffende het algemeen reglement voor de sanering van stedelijk afvalwater;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 24 juli 2003 ter aanwijzing van de badzones en houdende verschillende maatregelen voor de bescherming van het zwemwater;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 2003 tot organisatie van de controle op de individuele zuiveringssystemen en tot bepaling van de vrijstellingsvoorwaarden voor de belasting op het lozen van ander afvalwater dan industrieel afvalwater;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 4 juli 2003;

Gelet op het advies van de "Commission consultative de la protection des eaux de surface contre la pollution" (Adviescommissie voor de bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging), gegeven op 16 juni 2003;

Gelet op het advies van de S.A. Aquawal, gegeven op 27 juni 2003;

Gelet op het advies van de Commissaris voor de Bestuurlijke Vereenvoudiging, gegeven op 3 juni 2003;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 20 mei 2003;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 22 mei 2003;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 25 augustus 2003;

Overwegende dat de procedure voor de toekenning van een premie voor de installatie van een individueel zuiveringssysteem, meer bepaald ten opzichte van de goedkeuring door de Waalse Regering van het algemeen reglement voor de sanering van stedelijk afvalwater;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 19 juli 2001 tot invoering van een premie voor de installatie van een individueel zuiveringssysteem wordt vervangen door volgende bepaling :

"Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° "Bestuur" : de Afdeling Water van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van het Ministerie van het Waalse Gewest;

2° "besluiten genomen ter uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning" : besluiten betreffende de integrale en sectorale voorwaarden die van toepassing zijn op de individuele waterzuiveringssystemen;

3° "equivalent-inwoner" of afgekort "EI" : vuilvrachteenheid die de biologisch afbreekbare organische last vertegenwoordigt gekenmerkt door een biochemische zuurstofvraag in vijf dagen (BZV5) van 60 gram per dag;

4° "huishoudelijk afvalwater" : het water zoals omschreven in artikel 2, 8°, a, van het decreet van 7 oktober 1985 inzake de bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging, het regenwater uitgezonderd;

5° "woning" : vaste installatie in de zin van artikel 84, § 1, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium en die huishoudelijk afvalwater loost;

6° "Minister": de Minister van de Waalse Regering die bevoegd is voor het Waterbeleid;

7° "individueel zuiveringssysteem": individuele zuiveringseenheid, -installatie of -station met de uitrusting waardoor het door een woning of een groep woningen geloosd huishoudelijk afvalwater gezuiverd kan worden en waarmee het gezuiverde water onder de voorwaarden bepaald bij de besluiten genomen ter uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning afgevoerd kan worden;

8° "vergunning" en "aangifte": de milieuvergunning en de aangifte bedoeld in het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

9° "algemeen gemeentelijk afwateringsplan": het algemeen gemeentelijk afwateringsplan goedgekeurd door de Minister ter uitvoering van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 19 september 1991 tot vaststelling van de regelen voor de inrichting en de uitwerking van de algemene gemeentelijke afwateringsplannen;

10° "saneringsplan per hydrografisch onderbekken": het plan vastgesteld door de Waalse Regering ter uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 22 mei 2003 betreffende het algemeen reglement voor de sanering van stedelijk afvalwater;

11° "comité": het deskundigencomité dat belast is met de behandeling van de dossiers voor de erkenning van de individuele waterzuiveringssystemen. »

Art. 2. De artikelen 2 tot en met 6 die hoofdstuk II van hetzelfde besluit uitmaken, worden vervangen door volgende bepalingen:

"Art. 2. Binnen de perken van de kredieten daartoe uitgetrokken op de begroting van het Waalse Gewest en onder de voorwaarden vastgesteld bij dit besluit, kent de Minister een premie toe aan elke publiek- of privaatrechtelijke natuurlijke of rechtspersoon die op eigen kosten een individueel waterzuiveringssysteem dat beantwoordt aan de voorwaarden bepaald in de besluiten genomen ter uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning installeert in een woning of een groep woningen die opgetrokken zijn vóór de datum van goedkeuring of van wijziging van het algemeen gemeentelijk afwateringsplan of van het saneringsplan per hydrografisch onderbekken waardoor zij ondergebracht zijn in:

a) een individueel waterzuiveringsgebied in het algemeen gemeentelijk afwateringsplan of in een zelfstandig saneringsstelsel in het saneringsplan per hydrografisch onderbekken;

b) een collectief waterzuiveringsgebied in het algemeen gemeentelijk afwateringsplan of in een collectief saneringsstelsel in het saneringsplan per hydrografisch onderbekken indien zij in aanmerking komen voor een afwijking van de verplichting tot aansluiting op een riolering die gedekt is door een milieuvergunning.

De premie dekt niet het eventuele aandeel van de vuilvracht voortvloeiend uit de beoefening van een handels- of industriële activiteit of van een vrij beroep.

De Minister kan slechts één enkele premie per geïnstalleerd individueel waterzuiveringssysteem toekennen.

Art. 3. § 1. Het bedrag van de premie bedraagt voor de individuele waterzuiveringssystemen die gedimensioneerd zijn om een vuilvracht te behandelen die gelijk is aan of groter is dan vijf equivalenten-inwoners en voor de eerste schijf:

1° € 500 voor de niet-erkende systemen met een capaciteit lager dan 100 EI;

2° € 1.500 voor de niet-erkende systemen met een capaciteit gelijk aan of hoger dan 100 EI;

3° € 2.500 voor de krachtens de bepalingen van hoofdstuk III van dit besluit erkende systemen;

4° € 3.125 voor de krachtens de bepalingen van hoofdstuk III van dit besluit erkende systemen indien de afvoer van het gezuiverde water via bodemfiltratie gebeurt, zinkputten uitgezonderd, gemachtigd bij de besluiten genomen ter uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning.

De premie bedoeld in § 1, 1°, wordt vermeerderd met een bedrag van € 75 per bijkomende equivalent-inwoner.

De premie bedoeld in § 1, 2°, wordt vermeerderd met een bedrag van € 225 per bijkomende equivalent-inwoner.

De premie bedoeld in § 1, 3° en 4°, wordt vermeerderd met een bedrag van € 375 per bijkomende equivalent-inwoner.

De premie bedoeld in § 1, 3° en 4°, wordt vermeerderd met een bedrag van € 500 per bijkomende equivalent-inwoner in het kader van de uitvoering van een gemeentelijk zelfstandig saneringssysteem waarvoor specifieke werken voor het herstel of de aanleg van een afwateringsnetwerk, onder de voorwaarden opgenomen in artikel 7, § 5, van het besluit van de Waalse Regering van 22 mei 2003 betreffende het algemeen reglement voor de sanering van stedelijk afvalwater, noodzakelijk zijn.

§ 2. De vuilvracht die in rekening genomen wordt voor de berekening van de premie wordt bepaald overeenkomstig de bepalingen van bijlage I bij dit besluit.

Voor de woningen die enkel huishoudelijk afvalwater produceren, wordt ervan uitgegaan dat de vuilvracht uitgedrukt wordt door een aantal equivalenten-inwoners die gelijk is aan het aantal bewoners met een minimum van vijf equivalenten-inwoners als het zuiveringssysteem één enkele woning en een minimum van vier equivalenten-inwoners per woning in geval van gegroepeerde sanering bedient zonder evenwel de maximumcapaciteit van het geïnstalleerde systeem te mogen overschrijden.

Als bijzondere omstandigheden de raming van de capaciteit van het individuele waterzuiveringssysteem dat geïnstalleerd dient te worden op grond van de bepalingen van bijlage I irrelevant of onmogelijk maakt, wordt de capaciteit van de zuiveringseenheid door het Bestuur voorgesteld op grond van de beoordelingsbestanddelen waarover het beschikt.

§ 3. De premies bedoeld in § 1 en § 2 worden tot een maximum beperkt ten belope van:

1° 70 % van het totaalbedrag van de facturen met betrekking tot de individuele zuiveringswerken bestaande uit de studie, de aankoop, het vervoer, de aanleg en de aansluiting van het individuele waterzuiveringssysteem en het afwateringsnetwerk voor het huishoudelijk afvalwater en het afvoersysteem voor het gezuiverde water, het herstel van de plaats in diens oorspronkelijke staat niet inbegrepen;

2° 80 % van het totaalbedrag van de facturen met betrekking tot de individuele zuiveringswerken bestaande uit de studie, de aankoop, het vervoer, de aanleg en de aansluiting van het individuele zuiveringssysteem en het afwateringsnetwerk van het huishoudelijk afvalwater en het afvoerstelsel van het gezuiverde water, het herstel van de plaats indiens oorspronkelijke staat niet inbegrepen, indien de premieaanvraag ingediend wordt door de gemeente die de plaats inneemt van de personen die verplicht zijn tot het uitrusten van hun woning(en) met een individueel waterzuiveringssysteem waarbij ze zelf de gemeentelijke zelfstandige sanering bedoeld in artikel 7, §§ 3 tot en met 5, van het besluit van de Waalse Regering van 22 mei 2003 betreffende het algemeen reglement voor de sanering van stedelijk afvalwater doorvoert.

§ 4. Om in rekening te worden genomen, dienen de facturen vermeld in § 3 melding te maken van de geleverde hoeveelheden en de gebruikte eenheidsprijzen en op een voldoende gedetailleerde wijze te zijn opgesteld zodat het Bestuur na kan gaan of de gefactureerde prestaties aan de posten beantwoorden die in rekening gebracht zouden kunnen worden en of het gefactureerde zuiveringssysteem aan het model beantwoordt waarvoor de premie wordt aangevraagd.

Het Bestuur is gemachtigd om het in rekening nemen van onvoldoende gedetailleerde facturen of van posten die gefactureerd worden met betrekking tot werken niet bedoeld in § 2 van dit artikel of die niet onontbeerlijk zijn voor de goede werking van het individuele waterzuiveringssysteem te weigeren.

Art. 4. § 1. Overeenkomstig de bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 24 juli 2003 ter aanwijzing van de badzones en houdende verschillende maatregelen voor de bescherming van het zwemwater bedraagt het bedrag van de premie 100 % van het totaalbedrag van de investering van het erkende ontsmettingssysteem, met inbegrip van de belasting over de toegevoegde waarde, waarmee de individuele waterzuiveringsinstallaties en -stations voor de behandeling van huishoudelijk afvalwater dat geloosd wordt in een badzone of stroomopwaartse zone, uitgerust worden.

Die bepaling geldt enkel na overlegging aan het bestuur van de facturen tot en met 31 december 2004. Zodra die termijn verstreken is, wordt het percentage van de premie op 50 % teruggebracht.

§ 2. Indien de woning haar huishoudelijk afvalwater in een badzone of in een stroomopwaartse zone loost, wordt het maximumbedrag van de premie op 80 % gebracht voor het plaatsen van een erkend waterzuiveringssysteem en dit tot en met 31 december 2005.

§ 3. Indien een camping-caravaningterrein houder is van een behoorlijk afgeleverde camping-caravaningvergunning en zijn afvalwater in een badzone of een stroomopwaartse zone loost, bedraagt het bedrag van de premie :

1° 50 % van het totaalbedrag van de investering, de belasting over de toegevoegde waarde niet meegerekend, van het erkende ontsmettingssysteem waarmee de individuele zuiveringsinstallaties en -stations uitgerust worden voor de behandeling van huishoudelijk afvalwater en dit na overlegging van de facturen tot en met 31 december 2004. Zodra die termijn verstreken is, wordt dat percentage teruggebracht op 25 %;

2° 25 % van het totaalbedrag van de investering, de belasting over de toegevoegde waarde niet meegerekend, van de overeenkomstig dit besluit erkende individuele zuiveringsinstallaties en -stations, en dit na overlegging van de facturen tot en met 31 december 2004.

Art. 5. De premieaanvraag wordt ingediend aan de hand van een enig formulier waarvan inhoud en vorm door de Minister worden vastgesteld.

Op het enig formulier worden alle bestanddelen vermeld aan de hand waarvan de uitbater van een individueel zuiveringssysteem in één enkele te ondernemen stap het voordeel van de vrijstelling evenals de installatiepremie voor een individueel zuiveringssysteem kan krijgen. Het enig formulier wordt samen met een praktische gids ter beschikking gesteld van de gemeentediensten.

Op het enig formulier worden meer bepaald vermeld :

1° de identificatie van de uitbater van het individuele zuiveringssysteem met de verwijzing naar de inschrijving in het register van de milieuaangiften en -vergunningen van de gemeente;

2° de identificatie van de vrijstellingsgerechtigde of van de verschillende gerechtigden indien die maatregel wordt aangevraagd voor een gegroepeerde sanering;

3° de identificatie van de installatiepremiegerechtigde voor een individueel zuiveringssysteem of van de verschillende gerechtigden indien de premie een gegroepeerde sanering betreft;

4° de bestanddelen aan de hand waarvan het premiebedrag bepaald kan worden indien de toekenningsvoorwaarden nagekomen zijn.

Bij dat formulier worden gevoegd :

a) een exemplaar van het controleattest opgesteld door de daartoe gemachtigd controleur ter uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 2003 tot organisatie van de controle op de individuele zuiveringssystemen en tot bepaling van de vrijstellingsvoorwaarden voor de belasting op het lozen van ander afvalwater dan industrieel afvalwater van de bepalingen van dit besluit;

b) als het geïnstalleerde systeem niet erkend is, een exemplaar van het conformiteitsattest dat door de leverancier of de installateur van het individuele zuiveringssysteem is opgesteld volgens het model bepaald bij de besluiten genomen ter uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en het dossier - of de referenties van het dossier - voorgesteld door de fabricant van het systeem, waarbij een volledige technische omschrijving inbegrepen is, evenals concrete verwijzingen naar performanties die ter plaatse op het grondgebied van het Waalse Gewest geverifieerd kunnen worden;

c) als het huishoudelijk afvalwater afkomstig is van water dat geput wordt uit de openbare drinkwaterdistributie : een afschrift van het meest recente betalingsbericht van de drinkwaterverdelers, bestemd om de betrokken aansluiting(en) te identificeren;

d) een voor eensluidend verklaard afschrift van de facturen met betrekking tot de werken voor de installatie van het individuele zuiveringssysteem.

Art. 6. § 1. Het Bestuur spreekt zich uit over de premieaanvraag binnen een termijn van zestig dagen na ontvangst ervan; elk verzoek om inlichtingen of aanvullende stukken dat van het Bestuur uitgaat en aan de aanvrager gericht is onderbreekt die termijn.

§ 2. De premie wordt uitbetaald binnen de zestig dagen nadat het Bestuur de gunstige beslissing getroffen heeft."

Art. 3. Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt : "de individuele zuiveringssystemen, met inbegrip van de ontsmettingssystemen, worden erkend indien ze beantwoorden aan de criteria vermeld in bijlage II."

Art. 4. In artikel 16 van hetzelfde besluit worden de woorden "vóór inwerkingtreding van dit besluit" vervangen door de woorden "vóór 1 januari 2002".

Art. 5. In bijlage I bij dit besluit worden in het Frans "eaux ménagères usées" vervangen door de woorden "eaux usées domestiques".

Art. 6. In bijlage III bij dit besluit wordt er een punt j toegevoegd, luidend als volgt :

"j) Voor de ontsmettingssystemen van het water na zuivering :

- de bouwkenmerken van de installaties;

- het energie en reactieve verbruik;

- de al dan niet-automatische schoonmaakinstallaties waarmee het apparaat in goede staat van werking wordt gehouden;

- de waarborgen in termen van vermindering van het aantal micro-organismen in het afvalwater."

Art. 7. Volgende artikelen worden ingevoegd tussen de artikelen 16 en 17 van hetzelfde besluit :

"Art. 16bis. De premieaanvragen die zijn ingediend tussen 1 januari 2002 en 1 januari 2004 worden verder volgens de tijdens die periode geldende procedure behandeld.

Art. 16ter. Als het individuele zuiveringssysteem niet erkend was op de datum van de premieaanvraag die is ingediend tussen 1 januari 2002 en 31 december 2002, wordt er een bijkomende premie toegekend zodat deze overeenstemt met de bedragen die beantwoorden aan de erkende systemen die in werking waren op het ogenblik waarop de premieaanvraag is ingediend, voor zover de erkenning van het geïnstalleerde systeem is verleend binnen een termijn van hoogstens één jaar na indiening van de aanvraag of indien de eventuele aanpassing van het geïnstalleerde systeem om het conform te maken met het erkende systeem binnen een termijn van hoogstens twee jaar na die datum plaatsvindt.

Art. 16quater. De personen die op 1 januari 2004 sinds meer dan zes maanden houder zijn van een milieuvergunning of van een aangifte met betrekking tot een individueel zuiveringssysteem en die nog geen premieaanvraag hebben ingediend, beschikken over een termijn van zes maanden vanaf die datum om bedoelde aanvraag in te dienen."

Art. 8. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2004.

Art. 9. De Minister bevoegd voor het Waterbeleid is belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 9 oktober 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 4196

[2003/201648]

**16 OCTOBRE 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon
modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997 relatif au contrôle administratif et budgétaire**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 8, alinéa 2, modifié par l'arrêté royal n° 88 du 11 novembre 1967;

Vu la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, notamment l'article 51, alinéa 1^{er};

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, notamment l'article 46, alinéa 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997 relatif au contrôle administratif et budgétaire, notamment l'article 15;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 1^{er} septembre 2003;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 23 juillet 2003;

Vu la délibération du Gouvernement wallon sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis n° 35.856/2 du Conseil d'Etat, donné le 24 septembre 2003, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre du Budget;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 15 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997 est modifié comme suit :

§ 1^{er}. Par dérogation aux dispositions de l'article 14, 2^o, l'avis de l'Inspecteur des Finances n'est pas requis pour :

1^o des dépenses de personnel, pour autant qu'il s'agisse de l'application du statut pécuniaire et administratif;

2^o des missions en Belgique et à l'étranger;

3^o des marchés publics pour entreprises de travaux, de fournitures et de services dont le montant de l'estimation ou le montant hors T.V.A. est inférieur aux montants suivants :

	adjudication publique ou appel d'offre général	adjudication restreinte ou appel d'offre restreint	procédure négociée et marché de gré à gré
travaux	250.000	125.000	62.000
fournitures	200.000	125.000	31.000
services	125.000	62.000	31.000

Toutefois, la notification des marchés supérieurs à (5.000 euros - AGW du 20 décembre 2001, art. 1^{er}) sera communiquée mensuellement à l'Inspection des Finances;

4^o des subventions :

a) qui sont accordées conformément à des règles organiques qui en fixent les conditions d'octroi, le bénéficiaire et le montant de manière ferme et définitive;

b) autres, dont le montant est inférieur à (3.100 euros - AGW du 20 décembre 2001, art. 1^{er});

5^o d'autres dépenses régies par des règles organiques qui en fixent les conditions d'octroi, le bénéficiaire et le montant de manière ferme et définitive.